

50
ans
Jahre

OFAJ
DFJW

Appel de la jeunesse française et allemande aux responsables politiques

Projet eParticipation



Sommaire

Le projet eParticipation « L'Europe, c'est mon avenir, si... »	3
Avant-propos	4
Phase I :	
Travail, Education, Ecologie	7
Phase II :	
Diversité culturelle, Participation politique, Economie	12
Phase III :	
Médias, Famille, Chômage des jeunes	18

Consultation.ofaj.org

Office franco-allemand
pour la Jeunesse
Deutsch-Französisches
Jugendwerk

51 rue de l'Amiral-Mouchez
75013 Paris
Tél. : +33 1 40 78 18 18
www.ofaj.org

Molkenmarkt 1
10179 Berlin
Tél. : +49 30 28 8 757-0
www.dfjw.org

© OFAJ/DFJW, Paris/Berlin, 2013 (2^e édition 2014)

Le projet eParticipation « L'Europe, c'est mon avenir, si... »

Il y a cinquante ans, le président français Charles de Gaulle et le chancelier allemand Konrad Adenauer se rencontraient. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ils posèrent, en ratifiant le traité de l'Elysée, les fondations d'un avenir commun pacifié. Charles de Gaulle soulignait, en septembre 1962, dans son discours à la jeunesse allemande, le rôle incontournable de la jeunesse dans la construction de l'avenir de l'Europe.

Ce principe demeure inchangé. Quel doit être le visage de l'Europe et de la politique européenne dans les 50 années à venir ? Que faut-il changer ? Que faut-il faire évoluer ?

L'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) a initié un projet d'eParticipation pour fêter les 50 ans de l'amitié franco-allemande. En proposant de compléter la formule « L'Europe, c'est mon avenir, si... », l'OFAJ a souhaité découvrir ce que les jeunes Européens d'aujourd'hui attendent de leur avenir en Europe. Les jeunes de France et d'Allemagne, de 13 à 30 ans, ont été invités, à travers ce projet d'eParticipation, à exprimer leurs propositions et leurs souhaits à destination des dirigeants politiques.

La consultation en ligne du projet eParticipation s'est déroulée en trois temps, à l'issue desquels 95 propositions et dix vidéos ont été retenues.

Pendant la première phase, d'octobre 2012 à janvier 2013, les jeunes ont pu s'exprimer sur les thèmes suivants : éducation, travail et environnement. Ceux-ci avaient été choisis à la suite d'un sondage mené sur Facebook. Parallèlement, un concours vidéo a permis aux jeunes d'exprimer leurs souhaits sous une autre forme.

De janvier à avril 2013, pendant la deuxième phase, les participants ont pu soumettre des propositions sur les thèmes suivants : participation politique, économie et diversité culturelle. Ces thèmes sont issus des contributions vidéo.

La troisième et ultime phase de consultation s'est tenue jusqu'en juin 2013. Les participants enregistrés ont pu soumettre leurs idées et leurs propositions sur trois thèmes d'actualité : médias, famille, chômage des jeunes.

Les contributions et propositions plébiscitées, c'est-à-dire celles qui ont obtenu le plus grand nombre de votes lors des trois phases, sont reprises dans ce document.

Avant-propos

Le 5 juillet 1963, quelques mois après la signature du traité de l'Élysée, Charles de Gaulle et Konrad Adenauer concluaient l'accord portant création de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) choisissant ainsi de faire des jeunes le ciment de la nouvelle amitié franco-allemande. C'était il y a 50 ans.

La jeunesse française et allemande d'aujourd'hui n'a connu que cette amitié. Elle est née dans l'Union européenne et a grandi avec la paix et l'euro. Aujourd'hui, en 2013, une partie des jeunes de France et d'Allemagne voit pourtant l'avenir de l'Europe avec angoisse. D'autres sont confiants. Tous ont des attentes et des idées pour améliorer l'Europe actuelle et dessiner le visage de l'Europe à venir. Avec ce document, nous souhaitons les exprimer au mieux.

Nous, e-participants au projet de l'OFAJ « L'Europe, c'est mon avenir, si... », jeunes Allemands, Français, Européens, souhaitons apporter des réponses aux questions que pose l'Europe d'aujourd'hui à la jeunesse. Nous avons des propositions concrètes pour l'Europe de demain, qui nous semblent être dans l'intérêt des jeunes européens. Elles couvrent neuf thèmes qui nous concernent tout particulièrement : le travail, le chômage des jeunes, l'éducation, l'économie, l'environnement, la participation politique, la diversité culturelle, la famille et les médias.

Cet appel reprend les principaux motifs de nos aspirations. Nous vous invitons ensuite à découvrir les [95 propositions](#) concrètes formulées par les e-participants.

Les propositions suivantes ont été reprises telles qu'elles ont été publiées et traduites par les participants et les jeunes modérateurs eux-mêmes.

L'Europe, c'est notre avenir si la France et l'Allemagne coopèrent davantage dans plusieurs domaines.

Nous appelons tout d'abord à une convergence progressive de nos systèmes scolaires et universitaires, pour une meilleure insertion des jeunes sur le marché de l'emploi. Il est nécessaire d'œuvrer en faveur d'une meilleure reconnaissance et d'une harmonisation des diplômes des deux pays, de faciliter l'inscription dans les établissements d'enseignement supérieur du partenaire et d'initier une politique commune de stages. Nous proposons ainsi la mise en place d'un programme européen de stages, avec des standards déterminés en matière d'objectifs d'apprentissage et de rémunérations. Nous souhaitons aussi la création d'un Pôle Emploi européen qui contribuerait à la constitution d'un marché européen du travail.

Nous appelons ensuite à une coopération renforcée en matière économique et dans l'action pour un échange mondial plus juste.

Nous souhaitons en ce sens que les deux pays luttent ensemble contre le dumping social, fiscal et environnemental en Europe grâce à une harmonisation de nos fiscalités respectives.

Nous appelons aussi la France et l'Allemagne à agir ensemble pour une Europe garante de l'écologie et pour une transition écologique de l'économie. Pour ce faire, nous appelons à favoriser la fiscalité écologique, à encourager la recherche et le développement dans les technologies

vertes et à travailler au financement par les institutions européennes de projets de développement des énergies renouvelables et d'économie d'énergie. Nous proposons que l'Europe apporte son soutien à des investissements et des projets de développement écologiques, avec, en contrepartie, un système de remboursement des aides si les projets ne sont pas réalisés.

Nous souhaitons plus de coopération dans le domaine des médias. Nous proposons de développer les partenariats entre la presse écrite allemande et française, avec, par exemple, des suppléments dans les journaux qui donneraient à lire des articles issus de journaux quotidiens du partenaire. Nous appelons aussi à promouvoir le dialogue entre jeunes journalistes des deux pays, par des journées d'information et des séminaires communs.

L'Europe, c'est notre avenir si la France et l'Allemagne encouragent la mobilité dans l'Union européenne.

Pour ce faire, nous appelons au développement du volontariat européen qui permet d'effectuer une mission d'une année à l'étranger. Ces échanges offrent une expérience enrichissante aux jeunes et aident à lever les barrières linguistiques. Nous souhaitons aussi le développement d'un apprentissage précoce des langues et le renforcement des programmes de mobilité scolaires, universitaires ou professionnels, tels que Voltaire ou Erasmus. Il nous semble aussi essentiel de mieux informer les jeunes sur les dispositifs de mobilité existants. Nous souhaitons, par ailleurs, plus de coopération entre la SNCF et la Deutsche Bahn avec, par exemple, la création d'une carte de réduction commune.

L'Europe, c'est notre avenir si la France et l'Allemagne promeuvent ensemble l'égalité des droits.

Tous deux doivent favoriser l'égalité entre hommes et femmes sur le marché du travail et en matière de politique familiale, l'égalité de toutes les familles, quel que soit leur forme, et l'égalité de tous, quel que soit leur âge, dans l'accès aux études supérieures et à la formation.

Nous souhaitons aussi une démocratisation de l'apprentissage de l'allemand dans les quartiers populaires, avec, par exemple, des échanges comme celui organisé par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse entre Clichy-sous-Bois et Neukölln.

L'Europe, c'est notre avenir si la France et l'Allemagne travaillent à une Europe unie dans la diversité culturelle.

Nous proposons en ce sens le développement d'un réseau d'étudiants français et allemands, géré par les étudiants, pour permettre aux jeunes de se rencontrer régulièrement et d'échanger même en dehors des partenariats entre universités.

Nous souhaitons aussi voir plus de films en version originale sous-titrée à la télévision et au cinéma.

L'Europe, c'est notre avenir si les citoyens peuvent davantage participer à la vie politique européenne.

Nous demandons ainsi que les Européens ressortissants d'un autre pays membre puissent voter aux élections de leur pays de résidence. Nous appelons aussi à des réformes politiques des institutions de l'Union européenne. Nous proposons par exemple la création de listes et de partis politiques paneuropéens, la transformation de la Commission européenne en un gouvernement nommé par le Parlement européen, ou l'élection du président de la

Commission au suffrage universel direct.

Il nous semble par ailleurs important de développer l'intérêt pour l'Europe et l'esprit critique des citoyens. Nous proposons en ce sens la création d'une centrale européenne pour l'éducation politique, qui pourrait ressembler à la *Bundeszentrale für politische Bildung* allemande.

Enfin, pour défendre les intérêts de la jeunesse en Europe, nous souhaitons la formation d'un lobby européen des jeunes, en faisant du Parlement européen des jeunes un conseil constitutif.

Ces propositions sont les nôtres, celles de jeunes Allemands et Français, de jeunes Européens. En tant que telles, nous espérons qu'elles serviront de base à votre action. Car les décisions prises par les responsables européens d'aujourd'hui, elles concerneront et influenceront demain l'avenir de notre génération. L'Europe est notre présent. Pour qu'elle soit notre avenir, aidez-nous à la penser et à la développer.

Phase I
Octobre 2012 -
Janvier 2013

Travail, Education,
Écologie

Thème : Travail

Encourager le volontariat européen

L'Europe, c'est notre avenir, si la perspective de perdre une génération de jeunes qui, une fois ses études terminées, ne trouve pas de travail et ne peut s'insérer dans la vie active, est écartée. Pour apporter une réponse (partielle) à ce problème, nous souhaitons que le volontariat européen, c'est-à-dire l'opportunité d'effectuer une mission pendant un an dans un autre pays européen et d'y apprendre la langue, soit développé. Cette proposition répond à deux problèmes endémiques en Europe. D'une part, le chômage des jeunes et d'autre part, les pénuries de main-d'œuvre dans certains pays qui grèvent la relance économique en Europe (artisans en France, ingénieurs en Allemagne, généralisée en Estonie etc.). Cela serait un bon moyen de créer, enfin, une Europe citoyenne.

Salaires égaux pour travail égal

L'Europe, c'est notre avenir, si les femmes et les hommes perçoivent le même salaire pour un travail égal. Dans toute l'Europe, les femmes ne gagnent en effet pas le même salaire que les hommes pour le même travail. Cette différence matérielle entre les sexes n'a plus lieu d'être. Un employé doit obtenir un salaire juste pour son travail, peu importe son sexe.

Harmoniser les diplômes

L'Europe, c'est notre avenir, si une harmonisation des diplômes français et allemands est initiée afin de pouvoir exercer la même profession dans les deux pays.

Un Pôle Emploi international

L'Europe, c'est notre avenir, si un Pôle Emploi international est développé. Certaines professions ne bénéficient d'aucun débouché dans certains pays mais sont en pénurie de main-d'œuvre dans d'autres pays, cela est une des causes de l'immigration. Un partenariat entre les agences pour l'emploi des différents pays peut être organisé. Ainsi, l'agence pour l'emploi de chaque pays pourra augmenter son offre en proposant des postes partout en Europe.

Faciliter et développer les stages dans le pays partenaire

L'Europe, c'est notre avenir, si les stages dans le pays partenaire sont facilités et développés ! En France, les stages sont soumis à un formalisme et à des conditions particulières qui effrayent parfois. Or, effectuer un stage, c'est tester ses capacités dans un domaine donné, c'est apprendre d'un point de vue professionnel mais aussi d'un point de vue culturel. Ces réglementations créent aussi une différence considérable entre un Allemand et un Français à niveau de formation équivalent ; l'Allemand aura déjà effectué plusieurs stages quand le Français n'en aura effectué que quelques-uns.

Développer un programme de stages pour les diplômés de licence

L'Europe, c'est notre avenir, si un programme de stages pour les diplômés de licence est mis en place. Ceci s'applique surtout au domaine des sciences sociales. Dans ce domaine, les offres de stage pour les ministères ou les organisations internationales, par exemple, ne s'adressent souvent qu'aux étudiants en cours de formation. Il est important pour les diplômés d'avoir la possibilité de faire des stages,

surtout dans la perspective du choix du master. S'il y a davantage de possibilités d'effectuer des stages entre la licence et le master, les risques d'abandonner un master en cours de cursus peuvent être réduits car les étudiants ont une idée plus précise du secteur d'activité recherché.

Faciliter la formation continue et la réorientation pour les Européens moins jeunes

L'Europe, c'est notre avenir, si un accès à la formation continue ou en alternance est permis aux personnes de tout âge. Jusqu'à 25 ans, un étudiant peut facilement partir se former en Allemagne. Mais à l'approche des 30 ans, c'est plus compliqué, administrativement et financièrement. Harmonisons les formations, multiplions les cours de langues, permettons aux Européens de travailler en Europe.

Etablir des mesures communes pour l'avenir des jeunes actifs et des employés plus âgés

L'Europe, c'est notre avenir, si intégrer des jeunes actifs et des salariés plus âgés dans l'entreprise et si leur donner l'assurance de l'emploi deviennent des éléments centraux de la politique de l'Union européenne. Des mesures communes peuvent être mises en place : en Allemagne, on peut améliorer des dispositifs comme le temps partiel pour les plus âgés, de façon à permettre d'employer des apprentis tandis que les premiers conservent leur emploi, écartant ainsi le danger de la suppression de postes. En France, l'actuel « Contrat de génération », négocié avec les syndicats peut par exemple aboutir au soutien de l'embauche de jeunes diplômés aux côtés de salariés plus âgés sur le modèle d'« apprentissage réciproque ».

Encourager des alliances entre les entreprises françaises et allemandes

L'Europe, c'est notre avenir, si de bonnes relations interculturelles existent entre les deux pays et entre leurs entreprises. Les voyages d'entreprises devraient permettre de mieux appréhender la culture et les fondements de la société du pays partenaire et permettre ainsi d'entretenir, au-delà des relations commerciales, des relations interpersonnelles.

Un CV franco-allemand

L'Europe, c'est notre avenir, si l'on se met d'accord sur une forme standard, ou si on accepte de laisser une plus grande liberté et créativité au candidat dans la rédaction de son CV. Il existe, en effet, des différences importantes dans la rédaction d'une candidature entre la France et l'Allemagne. Quand, en France, le CV ne doit constituer qu'une page, en Allemagne celui-ci doit être très détaillé. Lorsque vous ne connaissez pas les usages, votre candidature peut être rejetée sans même avoir été étudiée et cela ne facilite pas l'insertion des jeunes sur le marché du travail.

Thème : Education

Offrir la possibilité d'une année civile européenne à la fin des études secondaires

L'Europe, c'est notre avenir, si la possibilité d'effectuer une année civile européenne nous est offerte. Avec la fin du service militaire en France les jeunes ont pris l'habitude d'entamer leurs études directement après le baccalauréat, contraints parfois à faire des choix peu réfléchis. En Allemagne, beaucoup d'institutions publiques rencontreraient de grandes difficultés si elles ne bénéficiaient pas du renfort des jeunes qui y effectuent leur service civique. Offrir à plus de jeunes la possibilité de faire une

année civile européenne, peut permettre de faire face au manque de main-d'œuvre flexible dans de nombreux secteurs tout en leur offrant une expérience enrichissante. De plus, ces échanges représentent une alternative intéressante et utile au programme Erasmus.

Soutenir l'éducation politique européenne

L'Europe, c'est notre avenir, si un équivalent européen de la *Bundeszentrale für Politische Bildung* est créé. Cette initiative peut permettre d'accroître l'intérêt des citoyens, et en particulier des jeunes, sur des sujets de société et ainsi d'évoquer, entre autres, des thèmes franco-allemands. Concrètement, ce dispositif peut être organisé par les ministères de l'éducation ou de la jeunesse (et ainsi s'adresser à la jeunesse en priorité) et promu dans les collèges et lycées. L'objectif est de sensibiliser la jeunesse à l'engagement et ainsi, peut-être, de résoudre en partie le problème de la passivité des jeunes.

Développer les doubles diplômes

L'Europe, c'est notre avenir, si le couple franco-allemand développe la politique des doubles diplômes et que les diplômes d'autres pays sont plus facilement reconnus en Europe.

Créer un journal européen

L'Europe, c'est notre avenir, si, afin de soutenir une conscience franco-allemande, voire même européenne, et de sensibiliser notre voisin à des problèmes et sujets le concernant, un journal commun européen est créé. Le but de cette démarche est de favoriser l'émergence d'un sentiment européen et de pouvoir suivre la situation actuelle dans les pays voisins.

Faciliter les échanges universitaires

L'Europe, c'est notre avenir, si les échanges universitaires sont facilités. La réforme des études supérieures consistant à uniformiser les diplômes ne produit malheureusement pas encore tous ses effets. S'inscrire dans une université allemande, et y suivre des études au même titre que les étudiants du pays partenaire, cela doit pouvoir se faire dans les mêmes conditions : frais d'inscription, reconnaissance effective des diplômes de même niveau à niveau d'études équivalent... En réalité, cela n'est pas si simple pour un étudiant qui choisit d'étudier chez le partenaire en dehors d'un cadre de cursus intégré ou Erasmus.

Mettre en place une bourse commune franco-allemande

L'Europe, c'est notre avenir, si le couple franco-allemand développe le programme Erasmus au niveau franco-allemand et met en place une bourse commune franco-allemande.

Faire connaître l'Office franco-allemand pour la Jeunesse

L'Europe, c'est notre avenir, si on parle plus de l'intérêt de choisir l'allemand dans les collèges. Trop peu de lycées parlent des échanges possibles, si enrichissants, avec l'Allemagne. Trop peu d'écoles supérieures ou d'universités parlent des atouts de l'éducation ou de la recherche en Allemagne. Enfin, il existe trop peu de possibilités pour les jeunes actifs souhaitant travailler en Allemagne.

Il faut plus de communication pour les offres de programmes de l'OFAJ, s'appuyant notamment sur la publication de témoignages de jeunes et d'exemples sur le site internet de l'OFAJ, qui pourront ensuite être repris par les enseignants pour promouvoir la langue.

Améliorer l'apprentissage linguistique

L'Europe, c'est notre avenir, si l'apprentissage des langues en France est développé et si on a de meilleurs professeurs de langues. Il faudrait aussi privilégier la pratique de l'oral.

Favoriser l'intégration dans les systèmes scolaires allemand et français

L'Europe, c'est notre avenir, si l'intégration est soutenue dès le plus jeune âge. La plupart des enfants vont à l'école maternelle à 3 ans en France, ce qui, entre autres, doit permettre une plus grande égalité des chances puisque les enfants issus de l'immigration par exemple sont initiés tôt à la langue française. En Allemagne, c'est, en général, plus tard que se déroule la rencontre scolaire d'enfants issus de toutes les classes sociales ; cette scolarité commune est souvent rapidement arrêtée par la répartition dans les trois structures du secondaire allemand (*Gymnasium*, *Realschule*, *Hauptschule*). Inversement, l'Allemagne a de meilleures possibilités de qualification ultérieure (formation « 2ème voie » ou « 2ème chance »), pour que des jeunes qui décrochent du système scolaire, par exemple, aient plus tard la possibilité d'entrer dans le monde du travail. Ici, la France et l'Allemagne peuvent apprendre l'un de l'autre.

Renforcer l'éducation extrascolaire

L'Europe, c'est notre avenir, si l'éducation d'un enfant ou d'un jeune ne se résume pas au temps scolaire et familial. On connaît toute l'importance du temps libre dans l'éducation. Prendre davantage en compte les associations, les clubs culturels et sportifs, d'éducation populaire, les centres de loisirs et de vacances, les espaces de participation et d'engagement des enfants et des jeunes, permettrait à

chacun de s'épanouir et de profiter pleinement d'une éducation. Il faut, sur chaque territoire de vie, mettre en place un projet éducatif qui réunisse l'ensemble des acteurs permettant l'accès à l'éducation pour tous. Par exemple, on pourrait choisir de laisser une place à la vie associative dans l'école, dans les programmes scolaires d'éducation.

Thème : Environnement

Faire de l'Europe un garant de l'écologie

L'Europe, c'est notre avenir, si les pays européens, et le couple franco-allemand en première ligne, mettent en place un projet de développement durable avec des échéances à court ou moyen terme selon les sujets : sauvegarde des écosystèmes, transitions énergétiques, gestion des déchets, développement des emplois verts, restructuration de l'agriculture, amélioration de l'éthique pour le monde animal, santé publique et écologie etc. Pour que ces projets ne restent pas lettre morte, l'Europe doit donner des subventions afin de les promouvoir. Si les projets ne sont toutefois pas réalisés dans les délais, le pays qui l'avait mis en place rembourserait sa subvention et serait soumis à une sanction financière supplémentaire.

Développer une politique environnementale franco-allemande

L'Europe, c'est notre avenir, si une politique environnementale commune à la France et à l'Allemagne est mise en place.

Développer les partenariats en matière de transport

L'Europe, c'est notre avenir, si le couple franco-allemand met en place un plan pour le développement des transports en commun, renforce le partenariat entre la SNCF

et la Deutsche Bahn et développe les lignes à grande vitesse européennes (LGV) et les lignes régionales transfrontalières.

Appliquer l'Agenda 21 en France et en Allemagne

L'Europe, c'est notre avenir, si sont appliquées, en France et en Allemagne, au niveau local et national, les mesures de l'Agenda 21, signé au Sommet de la Terre à Rio en 1992. L'objectif de l'Agenda 21 était de lancer la dynamique du développement durable afin d'améliorer les conditions de vie de la population mondiale. 20 ans après, la coopération et l'échange entre la France et l'Allemagne sur l'application de l'Agenda 21 sont quasi inexistantes. Pourtant, une démarche de benchmarking peut contribuer à améliorer les pratiques de nos deux pays, rendre plus efficace leur engagement en matière écologique et sociale, et peut-être inspirer d'autres pays. Mettre en place un dialogue entre les différents acteurs français et allemands concernés par l'Agenda semble donc nécessaire.

Faire de l'Allemagne et de la France des précurseurs dans la protection de l'environnement

L'Europe, c'est notre avenir, si les actuelles grandes puissances économiques que sont la France et l'Allemagne deviennent des précurseurs dans la protection de l'environnement et travaillent ensemble à une politique respectant l'environnement. A côté de la crise européenne, du programme d'armement nucléaire iranien et des problèmes de politique nationale, la thématique de la protection environnementale perd de l'ampleur et de son importance dans la conscience populaire. Plus de coopération dans le domaine environnemental est souhaitable et peut donner une dynamique générale à l'Union européenne.

Réformer la Politique Agricole Commune (PAC)

L'Europe, c'est notre avenir, si le couple franco-allemand défend une position commune à l'occasion de la réforme de la PAC en 2013. Cette position commune doit défendre un rééquilibrage des aides et une augmentation de celles dédiées aux petits producteurs, notamment ceux développant ou se convertissant à une agriculture biologique, saisonnière, en polyculture. Il s'agit aussi d'encourager la fourniture de services environnementaux et une revitalisation économique des zones rurales pauvres. Il faut aussi soutenir la production de protéagineux (que les Européens importent massivement) sur le sol européen. Enfin, il faut supprimer toute subvention aux exportations en direction des Pays les Moins Avancés (PMA), pour éviter une concurrence déloyale avec les producteurs locaux de ces pays.

Favoriser la fiscalité écologique

L'Europe, c'est notre avenir, si le couple franco-allemand développe la fiscalité écologique afin de taxer davantage la dépense d'énergie et le capital plutôt que le travail. Cela peut passer par la diminution des aides à des secteurs d'activités ou projets polluants, par la diminution de niches fiscales anti-écologiques, ou encore par la mise en place d'une contribution Climat Energie (ou taxe carbone) aux frontières de l'Union européenne et de la France. Celle-ci s'appliquerait sur les produits de consommation personnelle, les entreprises et les importations.

La BEI et la BCE doivent soutenir des projets de développement d'énergies renouvelables

L'Europe, c'est notre avenir, si la Banque Européenne d'Investissement ou une

Banque Centrale Européenne aux statuts modifiés soutiennent la transition écologique en finançant des projets de développement des énergies renouvelables et d'économies d'énergies (par exemple dans le secteur du bâtiment : rénovation thermique de bâtiments anciens, nouvelles constructions publiques telles que nos écoles en Haute Qualité Environnementale, HQE).

Adopter un nouvel indicateur de richesse

L'Europe, c'est notre avenir, si le couple franco-allemand met en place un nouvel indicateur de richesse pour mieux prendre en compte les facteurs sociaux et environnementaux et ainsi faire face aux limites du Produit Intérieur Brut (PIB). Il existe par exemple un Happy Planet Index (HPI), prenant en compte le PIB par habitant, le sentiment de bien-être des habitants, l'espérance de vie et l'empreinte écologique d'un pays.

Produire moins d'électricité à base de charbon

L'Europe, c'est notre avenir, si on produit moins de courant issu de centrales à charbon. En Allemagne, 18% de cette forme d'énergie entre dans la composition du mix énergétique, tandis qu'en France seulement 4%. L'électricité produite à base de charbon diffuse de 622g à 1153g de CO₂ par kWh. Le courant produit à base de charbon est donc nuisible à l'environnement et au climat. Pour cela, le couple franco-allemand doit accélérer les démarches en faveur des énergies renouvelables.

Phase II Janvier 2013 – Avril 2013

Diversité culturelle, Participation politique, Economie

Thème : Diversité culturelle

Créer un réseau étudiant franco-allemand

L'Europe, c'est notre avenir, si un réseau étudiant franco-allemand reliant chaque université proposant des études en rapport avec l'allemand ou avec l'Allemagne est créé. Les étudiants pourront ainsi échanger entre eux de manière plus intense, mais aussi éventuellement se rencontrer. Les calendriers universitaires français et allemand étant différents, les étudiants pourront découvrir le système universitaire du pays voisin lors d'un court séjour. Ces derniers pourront aussi se rencontrer pour échanger et non forcément uniquement pour découvrir un autre système universitaire. De plus, les étudiants doivent pouvoir choisir l'université où ils veulent aller (et pas forcément une université partenaire) pour découvrir une nouvelle ville.

Enseigner la langue du partenaire dans les quartiers populaires

L'Europe, c'est notre avenir, si l'apprentissage de la langue et la rencontre avec le partenaire sont développés dans tous les quartiers et tous les milieux. 15% des jeunes en France apprennent l'allemand, il serait intéressant de voir d'où viennent ces jeunes. Qui apprend l'allemand en France ? Quels jeunes s'intéressent à l'amitié franco-allemande et à ce qui se passe en ce moment ? Il s'agit souvent des jeunes venant de familles où les parents s'intéressent à l'Allemagne et à l'allemand, ou bien des

jeunes habitant dans des quartiers où les collèges et lycées proposent l'allemand comme langue vivante (ce qui est de moins en moins le cas), on pourrait même dire que ce sont les « jeunes élites ». Ne serait-il pas important de chercher à toucher les jeunes des quartiers populaires ou difficiles pour des échanges avec l'Allemagne ? De les faire s'intéresser à leur voisin ? A l'instar du projet soutenu par l'OFAJ, « Clichy rencontre Neukölln ».

La lecture, part de la diversité culturelle

L'Europe, c'est notre avenir, si une coopération comparable à celle réalisée entre le Süddeutsche Zeitung et le New York Times est encouragée : c'est-à-dire qu'une partie de l'édition est publiée dans la langue originale. En suivant cette idée, on trouverait, par exemple, dans le Süddeutsche Zeitung une annexe du Monde et dans le Frankfurter Allgemeine Zeitung une annexe du Figaro et vice versa. Cette double publication serait une bonne manière de donner accès à l'actualité politique et culturelle de chacun des pays. Le but est de renforcer la compréhension et la connaissance des aspects politique et culturel de l'un sur l'autre.

Diffuser les films en VO

L'Europe, c'est notre avenir, si de plus en plus de films en version originale sous-titrée (moins cher, sensibilisation aux langues) sont diffusés. Les chaînes nationales doivent donner la possibilité de voir les programmes en version originale.

Défendre la diversité culturelle plutôt que l'unité culturelle

L'Europe, c'est notre avenir, si la force de l'Europe n'est pas uniquement son unité politique, géographique ou institutionnelle, mais bien plus sa diversité culturelle. Pour

une société ou une nation, il n'y a rien de plus enrichissant que l'échange culturel ou la comparaison avec un homologue. En Europe, nous avons la possibilité d'apprendre de pays plus ou moins différents du nôtre. Cette possibilité de découvrir de nouvelles choses, d'élargir ses horizons, mais aussi d'apprendre à mieux connaître et apprécier nos propres racines culturelles, sont les bases d'une Europe unie dans la paix. Pour que cela puisse demeurer comme tel, il faut soutenir plus activement l'organisation de manifestations culturelles internationales. Celui qui souhaite l'unité culturelle de l'Europe n'a rien compris à l'Europe !

Préserver les particularités et développer une identité européenne

L'Europe, c'est notre avenir, si les particularités nationales et régionales sont préservées, tout en développant une identité européenne transmise dès l'école par l'apprentissage des symboles de l'Union européenne (hymne, devise, ...) et par la célébration de fêtes communes (avec des festivités de la même envergure que le 14 juillet ou le 3 octobre, qui construisent un sentiment d'appartenance nationale).

Répartir plus justement les ressources consacrées à l'éducation

L'Europe, c'est notre avenir, si les gouvernements s'engagent pour démocratiser l'accès aux études supérieures et réduire l'esprit élitiste qui peut y régner. Cela passe également par une répartition juste des ressources consacrées à l'éducation, afin de pallier les manques subis par les élèves dans certains milieux sociaux.

Lutter contre les discriminations et pour l'égalité des droits

L'Europe, c'est notre avenir, si le couple franco-allemand intensifie la lutte contre

les discriminations et assure à l'ensemble de ses citoyens, quelle que soit leur origine, une égalité des droits, bien au-delà de la simple égalité des chances.

Instaurer des séjours prolongés à l'étranger pour les enseignants de langues

L'Europe, c'est notre avenir, si les enseignants de langues ont tous effectué un séjour prolongé dans les pays dont ils vont enseigner la langue pour améliorer l'enseignement linguistique et la dimension culturelle !

Créer un office international pour la jeunesse

L'Europe, c'est notre avenir, si, parallèlement à l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, un office européen ou international pour la jeunesse est créé.

Thème : Participation politique

Accorder le droit de vote à tous les citoyens européens

L'Europe, c'est notre avenir, si tous les Européens qui travaillent et habitent dans un pays européen ont le droit de vote dans ce pays. Pourquoi le droit de vote est-il lié à la nationalité du votant ? Il nous semble nécessaire de pouvoir participer aux décisions qui concernent par exemple le droit du travail ou le droit fiscal !

Permettre aux jeunes d'être représentés dans une institution propre

L'Europe, c'est notre avenir, si un lobby des jeunes est créé. Il y a encore trop peu d'institutions qui représentent les jeunes ! Nous proposons une extension du Parlement européen des Jeunes (PEJ) par une sorte de conseil constitutif, se rassemblant une fois par an et abritant différentes com-

missions, afin que les jeunes puissent durablement participer. Celle-ci constituerait dès lors un lobby de jeunes sous forme d'un conseil qui représenterait à Bruxelles les intérêts des jeunes et travaillerait à la formulation de propositions.

Elire le Président de la Commission européenne au suffrage universel direct

L'Europe, c'est notre avenir, si le Président de la Commission européenne est élu directement. Actuellement, seul le Parlement européen est élu au suffrage direct. Mais c'est le Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement qui désigne l'exécutif de l'Union européenne. Ce mode de désignation de l'exécutif détourne les citoyens européens de la vie politique européenne. Nous sommes favorables à la proposition de Jacques Delors qui, en 1997, proposait que les formations politiques européennes désignent avant les élections leur candidat au poste de Président de la Commission, obligeant ainsi les familles politiques européennes à créer des projets communs. Des campagnes paneuropéennes doivent être organisées dans toute l'Europe avec des débats télévisés et des forums. Le Président de la Commission devra être élu au suffrage universel direct.

Donner plus de poids aux élections européennes

L'Europe, c'est notre avenir, si les citoyens européens peuvent élire leur Président et donc changer le mode d'élection, ce dernier étant actuellement élu par le Conseil européen. Le citoyen européen doit prendre part, c'est son devoir, aux élections européennes. Cependant, il semble nécessaire d'accroître le poids de ce vote européen pour que le citoyen se sente réellement concerné par cet avenir européen.

Pour une meilleure éducation politique de la population

L'Europe, c'est notre avenir, si une agence telle la *Bundeszentrale für politische Bildung* (Agence fédérale pour l'éducation politique) allemande, qui a pour but d'informer la population sur la politique en apportant des explications sur des sujets complexes de façon à ce qu'ils soient compréhensibles par tous, est créée dans les autres pays d'Europe. Peu de gens en France, et en Europe en général, votent pour les élections européennes car ils ne sont pas assez informés ! Les médias, eux aussi, devraient davantage nous informer sur le travail des députés européens.

Développer une centrale européenne pour la formation politique

L'Europe, c'est notre avenir, si une centrale européenne pour la formation politique est développée. Il s'agirait d'un centre de documentation pour le développement de la recherche mais aussi pour la formation pédagogique. On favoriserait ainsi la connaissance publique et générale du fonctionnement des institutions européennes et le développement d'un esprit critique. Il faut fournir des moyens pour développer l'Éducation Civique Juridique et Sociale (ECJS).

Un gouvernement européen

L'Europe, c'est notre avenir, si lors des élections européennes, les Européens peuvent voter pour des partis ou des listes européennes au lieu de partis nationaux. En parallèle, ces partis et listes présenteront un candidat à la Présidence de la Commission européenne. Finalement, le parlement nomme un gouvernement européen constitué de ministres européens remplaçant les actuels commissaires, souvent nommés de façon non-transparente et qui apparaissent peu en public. Par conséquent, le Président

de la Commission européenne serait appelé « Ministre-président européen », soulignant ainsi la signification que l'on souhaite accorder à sa fonction. Des quotas permettront de garantir que tous les pays européens soient représentés dans ce gouvernement.

Démocratie directe au niveau européen

L'Europe, c'est notre avenir, si la démocratie directe est favorisée au niveau européen afin de promouvoir l'engagement politique des citoyens, l'intérêt des citoyens pour la cause européenne et une proximité des citoyens avec leurs élus au Parlement européen.

Reconnaissance du vote blanc

L'Europe, c'est notre avenir, si la France et l'Allemagne reconnaissent lors d'élections les bulletins blancs et les comptabilisent dans les résultats électoraux finaux.

Plus de participation politique

L'Europe, c'est notre avenir, si on agit contre la baisse constante de la participation aux élections européennes en donnant aux citoyens encore plus de possibilités de participation à l'attribution des postes au sein de l'Union européenne. Peut-être que les députés se sentiraient ainsi encore plus responsables envers leurs électeurs.

Thème : Economie

Agir contre le dumping.

Pour une harmonisation fiscale, sociale et environnementale

L'Europe, c'est notre avenir, si le couple franco-allemand agit contre le dumping entre travailleurs grâce à une harmonisation fiscale au niveau européen. Elle peut être mise en place dans le cadre d'une procédure de « coopération renforcée » au

sein de l'Union européenne et peut prendre la forme d'un Serpent Fiscal Européen (SFE) et d'une lutte commune contre les paradis fiscaux. Le SFE consiste en la mise en place d'un taux d'imposition plancher (en dessous duquel on ne peut descendre) pour les impôts directs et progressifs tels que l'impôt sur le revenu, et d'un taux plafond (au-dessus duquel on ne peut monter) pour les impôts indirects et proportionnels (injustes socialement) tels que la TVA.

Une carte de réduction commune pour les trains

L'Europe, c'est notre avenir, si la SNCF et la Deutsche Bahn développent une carte de réduction commune, valable dans les deux pays. Cette idée a bien entendu vocation à se développer au niveau européen dans un second temps.

Des comptes bancaires européens

L'Europe, c'est notre avenir, si nos comptes bancaires sont européens, afin de ne pas avoir à en changer à chaque fois que l'on déménage à l'étranger. Ils doivent être reconnus dans tous les pays (et d'abord en France et en Allemagne) afin de pouvoir s'inscrire à l'université et payer son loyer à l'étranger sans problème, et que l'on puisse sans frais, et de manière illimitée, retirer de l'argent partout en Europe.

Adopter un plan de transition écologique de l'économie

L'Europe, c'est notre avenir, si le couple franco-allemand agit pour la mise en place d'un plan européen pour la transition écologique de l'économie. Dans le cadre d'une procédure de coopération renforcée au sein de l'Union européenne, nos deux pays peuvent encourager la Recherche et Développement dans les technologies « vertes » et aider parallèlement à la reconversion de

secteurs industriels en crise (automobile, acier...). Concernant la transition énergétique, la Banque Européenne d'Investissement (BEI), ou une Banque Centrale Européenne (BCE) aux statuts modifiés, pourraient financer des projets de développement des énergies renouvelables et d'économies d'énergies (notamment dans le secteur du bâtiment).

Lutte commune contre les paradis fiscaux

L'Europe, c'est notre avenir, si le couple franco-allemand agit, au-delà d'une harmonisation fiscale, de concert dans la lutte contre les paradis fiscaux. Il s'agirait d'imposer à nos Firmes Multinationales (FMN) un « reporting » pays par pays de leur activités, de mettre fin aux sociétés écrans, et de renforcer la coopération entre nos administrations fiscales. Ces dernières devraient aussi voir leurs moyens financiers, juridiques et humains renforcés. La France et l'Allemagne pourraient aussi plaider pour la création d'une organisation fiscale internationale sous l'égide de l'ONU.

Agir pour un « juste » échange mondial

L'Europe, c'est notre avenir, si le couple franco-allemand agit en faveur d'un juste échange au niveau mondial, et notamment dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Là aussi pour lutter contre le dumping entre travailleurs, il s'agirait de freiner et/ou taxer les importations extra-européennes qui ne respecteraient pas les normes de droit du travail, définies par le Bureau International du Travail (BIT), et les normes environnementales les plus essentielles.

Fédéralisme :

le chemin vers la sortie de crise

L'Europe, c'est notre avenir, si nous débattons de l'idée, exprimée par Jacques Attali :

« Sans fédéralisme, c'est la fin de l'euro ». L'approche selon laquelle l'union monétaire aurait été prématurée est, dans la réflexion de Jacques Attali, sous-jacente. En effet, sans une organisation fédérale de l'Union européenne, l'union monétaire ne peut, en elle-même, fonctionner. L'unique porte de sortie de la crise – sans alternative possible selon Attali – passe donc par la mise en place du fédéralisme. Ce qui permettrait, dans un même temps, de mener jusqu'au bout l'idée des pères fondateurs de l'Europe.

Réforme commune du système bancaire

L'Europe, c'est notre avenir, si le couple franco-allemand agit pour une réforme d'envergure du système bancaire. Il s'agit d'exiger la séparation des activités de dépôts et d'investissement (Glass-Steagall Act franco-allemand voire européen) et de demander aux grandes banques d'augmenter leurs fonds propres et de coopérer activement à la lutte contre les paradis fiscaux. Enfin nos deux pays pourraient aussi inciter au développement du secteur des « banques coopératives et solidaires » finançant l'économie sociale et solidaire.

Favoriser la compatibilité entre vie professionnelle et familiale

L'Europe, c'est notre avenir, si l'Allemagne prend exemple sur la France, socialement et politiquement, afin que les compétences de femmes (et d'hommes) ayant une bonne formation professionnelle et étant également mère (ou père) de famille soient mieux employées. La question de la compatibilité entre la vie professionnelle et familiale est discutée depuis de nombreuses années en Allemagne, et ce particulièrement dans le cas des femmes. Le gouvernement a pris différentes mesures pour y apporter des réponses : allocation

pour la garde, instauration de quotas de femmes au sein des entreprises et administrations, etc. Pourtant, le taux de natalité baisse toujours en Allemagne. On entend en revanche le contraire de la France. Les Françaises sont, pour la plupart, à la fois des femmes actives et des mères. Plusieurs raisons sont invoquées pour expliquer ce phénomène. Les femmes actives en France sont, d'une part, moins vues comme étant de « mauvaises mères » ; d'autre part, les possibilités de garde sont plus flexibles.

Développer les titres étudiants de transport transfrontaliers

L'Europe, c'est notre avenir, si des titres étudiants de transport régionaux, « Semesterticket », sont développés en France ou, au moins, dans les régions transfrontalières.

Une carte de crédit utilisable dans tous les magasins en Europe

L'Europe, c'est notre avenir, si nos cartes de crédit sont utilisables partout, dans tous les magasins d'Europe. Elles ne sont, par exemple, malheureusement que peu utilisable en Allemagne, les Allemands préférant la fameuse « EC-Karte ».

Phase III Avril 2013 – Juin 2013

Médias, Famille, Chômage des jeunes

Thème : Médias

Promouvoir un dialogue régulier entre les jeunes journalistes

L'Europe, c'est notre avenir, si nous n'attendons pas 50 ans de plus pour œuvrer en faveur d'un rapprochement des jeunes journalistes. Un dialogue permanent doit être encouragé et cela pas uniquement à l'occasion du jubilé du traité de l'Elysée. C'est seulement à cette condition, que les jeunes journalistes pourront, en tant que vecteurs d'information, remplir pleinement leur devoir. Les jeunes journalistes souhaitent refléter des faits actuels, fiables et objectifs. C'est en favorisant leur travail que les générations de jeunes Allemands, tout comme celles de jeunes Français, auront la possibilité de comprendre les raisons pour lesquelles nous vivons en paix depuis si longtemps et les moyens dont nous disposons afin de prévenir un nouveau conflit armé sur notre continent.

Journées d'information sur la politique de sécurité pour les journalistes

L'Europe, c'est notre avenir, si la liberté de la presse en Europe est réellement considérée comme un pilier important de notre société démocratique. Compte tenu de la politique de sécurité internationale actuelle, qu'on pourrait qualifier de sensible, les relations franco-allemandes sont elles aussi particulièrement essentielles. Il faudrait favoriser l'uniformisation du transfert d'information émanant de cette coopération. Des séminaires de

coopération, comme ceux organisés par le *Bundesakademie für Sicherheitspolitik* ainsi que par l'Institut des hautes études de défense nationale, devraient se tenir régulièrement. Un échange mutuel ne peut être assuré que si ces réunions n'interviennent plus uniquement en marge d'un grand événement bilatéral.

Agence de presse européenne

L'Europe, c'est notre avenir, s'il existe une agence de presse européenne, permettant une meilleure information sur les sujets institutionnels, économiques, sociaux et environnementaux.

Protéger les données

L'Europe, c'est notre avenir, si nous avons le contrôle des données récoltées au travers de notre usage des médias (tel qu'internet) mais aussi sur les conditions dans lesquelles elles peuvent être utilisées.

Un journal pour les écoliers européens

L'Europe, c'est notre avenir, s'il existe un journal destiné aux écoliers européens, traduit dans toutes les langues et distribué dans toutes les écoles.

Plus de programmes consacrés aux pays voisins sur les chaînes de télévision du service public

L'Europe, c'est notre avenir, si les émetteurs de radio et de télévision du service public sont tenus de promouvoir des programmes consacrés aux pays voisins. Même s'il y a déjà des programmes télévisés intéressants sur ces sujets, ces derniers sont uniquement diffusés sur des chaînes de télévision spécialisées comme ARTE ou à des horaires inadaptés (durant l'après-midi ou très tard le soir).

Bannir la synchronisation audio et développer l'offre des programmes de cinéma

L'Europe, c'est notre avenir, si la synchronisation audio est bannie et la programmation cinématographique élargie. La France nous le montre bien : tous les films sont diffusés en version originale sous-titrée, ce qui est beaucoup moins fréquent en Allemagne. De plus, la plupart des versions synchronisées en allemand sont un désastre. Soutenez les cinémas d'art et d'essai et diffusez les films comme les réalisateurs les ont pensés ! Nous en avons assez des films édulcorés à la Hollywood.

L'éducation aux médias pour les enfants

L'Europe, c'est notre avenir, si les enfants sont soutenus et conseillés dans leur usage d'internet. Ils n'ont pas encore un esprit critique développé et leur capacité à naviguer dans la société d'information est réduite, il faut donc les aider. Cet accompagnement doit être intensivement pris en charge par les écoles primaires.

La télévision au service de l'Europe

L'Europe, c'est notre avenir, si nous pouvons la découvrir ou en améliorer notre connaissance simplement en regardant la télévision. Mais cela n'est qu'une étape intermédiaire : elle doit faire découvrir pour donner envie. Rien ne vaut l'expérience personnelle, la découverte d'un pays ne se fait pas seulement à travers un écran ! La plus grande inquiétude que l'on puisse avoir concernant l'avenir de l'Europe aujourd'hui est le manque d'information et de culture générale sur les pays européens. Nos dirigeants politiques doivent donc étudier la création d'une chaîne inspirée d'ARTE, mais à une échelle encore plus européenne. ARTE a déjà cette vocation européenne, mais il s'agirait là d'une chaîne gérée par l'ensemble des pays européens.

Formation internet pour les personnes âgées

L'Europe, c'est notre avenir, si l'internet devient un média intergénérationnel. Pour l'instant, les jeunes sont les principaux acteurs des discussions sur internet. De ce fait, nous perdons des expériences et des opinions qui pourraient, dans de nombreuses discussions, être très enrichissantes. En proposant des cours et des informations aux personnes âgées, nous pourrions remédier à cette situation et leur permettre dans le même temps de mieux comprendre la réalité de la vie des jeunes.

Encadrer la publicité dans l'espace public

L'Europe, c'est notre avenir, si la publicité est encadrée. Certaines pratiques publicitaires retranscrivent des valeurs telles que la surconsommation, le gaspillage, l'immédiateté mais aussi l'importance de l'apparence extérieure d'une personne et l'individualisme. Une directive européenne encadrerait ainsi la publicité en imposant une réduction des formats et de la densité de l'affichage publicitaire dans l'espace public (et notamment dans les transports en commun).

Thème : Famille

Politique familiale européenne

L'Europe, c'est notre avenir, si les pays européens harmonisent leurs politiques familiales. En France, par exemple, les possibilités de garde d'enfants sont plus nombreuses et moins onéreuses que dans certains pays, ce qui permet à la plupart des mères de famille de travailler. D'autres pays devraient s'en inspirer afin de permettre aux femmes de concilier vie de famille et vie professionnelle plus facilement.

L'égalité des chances entre les hommes et les femmes

L'Europe, c'est notre avenir, si les hommes et les femmes n'ont pas seulement en théorie, mais bien en pratique, les mêmes possibilités de concilier famille et travail.

Ne plus aider uniquement les familles traditionnelles

L'Europe, c'est notre avenir, si toutes les familles sont aidées. Parallèlement aux familles dites « traditionnelles », il existe aujourd'hui une diversité de structures familiales : parent célibataire, couple homosexuel, couple en union libre etc. Toutefois, dans de nombreux pays, les prestations familiales sont uniquement réservées aux familles « traditionnelles ». Nous souhaitons que tous les enfants soient aidés. L'Etat doit accorder des moyens à tous les types de famille et proposer des programmes d'aide efficaces, attribués en priorité à celles qui en ont le plus besoin.

Promouvoir l'équilibre professionnel et familial

L'Europe, c'est notre avenir, si les entreprises sont incitées à enrichir l'offre de postes permettant d'allier plus facilement vie de famille et vie professionnelle. Cela peut, par exemple, se traduire par la mise en place de postes à mi-temps, ou de postes « mixtes », alliant télétravail et présence au bureau, afin de permettre aux parents de concilier plus aisément famille et travail (par exemple lorsqu'un des enfants est malade, ou si la nourrice à un empêchement...).

Une maternelle partout en Europe

L'Europe, c'est notre avenir, s'il existe les mêmes prestations pour l'apprentissage précoce partout en Europe.

Accorder un congé paternité d'un mois minimum pour le père

L'Europe, c'est notre avenir, si le congé paternité est de minimum un mois pour le père. En effet, après un accouchement, il est important pour la mère de pouvoir se reposer et de disposer de temps pour elle. Permettre au père de prendre un congé parental d'un mois minimum permettrait à la mère de récupérer de son accouchement en toute sérénité.

Promouvoir le droit d'être père au foyer

L'Europe, c'est notre avenir, si être père au foyer n'est plus vu comme quelque chose de marginal au sein de notre société. Dans un souci d'égalité des chances mais aussi d'égalité des droits entre les hommes et les femmes, il est important de promouvoir le droit d'être père au foyer ! Pourquoi ce rôle devrait-il être uniquement celui des femmes ? Les pères ont également le droit d'être père au foyer sans devoir faire face aux préjugés !

Développer des centres pour les mères

L'Europe, c'est notre avenir, si le concept de « Mütterzentrum » existant déjà en Allemagne est développé. En France dans un premier temps, et pourquoi pas ensuite en Europe. Les « Mütterzentrum » sont des centres de quartier où les familles peuvent se retrouver afin de monter des projets culturels, organiser des événements ou tout simplement échanger des bonnes pratiques entre parents. C'est un lieu de rencontre entre parents et enfants, d'échange, de discussion mais aussi et surtout de détente. Ce type de centre permet d'éviter, par exemple, l'isolement des parents célibataires, ou de développer plus de tolérance face à des nouvelles formes familiales telles que les couples homoparentaux !

Prendre en charge les jeunes réfugiés mineurs non accompagnés

L'Europe, c'est notre avenir, si les jeunes réfugiés mineurs non accompagnés sont pris en charge par les services sociaux et placés dans une famille d'accueil au lieu d'être, comme cela se fait aujourd'hui, hébergés dans des centres collectifs dans certains Länder. La responsabilité doit incomber aux bureaux de protection de la jeunesse, pas au bureau de l'immigration.

Droit à l'adoption pour toutes les familles

L'Europe, c'est notre avenir, si toutes les familles peuvent adopter. Avant qu'une famille puisse adopter un enfant, elle doit passer plusieurs entretiens avec le *Jugendamt* (le service de la jeunesse). L'administration s'assure que l'enfant va être pris en charge par une famille qui veillera à son bien-être. Mais cette procédure est parfois difficile pour les nouveaux parents. Le fait que les parents soient de sexe différent ou de même sexe ne doit pas être un critère. Les services de la jeunesse doivent uniquement s'attacher à savoir s'ils peuvent faire de bons parents, l'intérêt de l'enfant et l'accord des services prévalant.

Développer des lieux de vie intergénérationnels

L'Europe, c'est notre avenir, si dans les lieux de résidence cohabitent davantage de familles, de vieux et de jeunes, afin que tous s'entraident et que la vie quotidienne soit plus vivante.

Sensibiliser et informer sur les différentes formes de structures familiales pour plus de tolérance

L'Europe, c'est notre avenir, si l'Union européenne met en place des campagnes d'information et de sensibilisation dans les écoles sur les différentes formes de struc-

tures familiales. La famille aujourd'hui est un concept qui se décline sous de multiples formes : monoparentale, homoparentale, recomposée... Il est donc important d'informer et de sensibiliser, pour plus de tolérance et de respect envers les parents mais aussi et surtout envers les enfants issus de ces familles.

Thème : Chômage des jeunes

Créer un Pôle Emploi européen

L'Europe, c'est notre avenir, si un Pôle Emploi européen est conçu et mis en place afin d'accélérer et d'élargir l'entrée des demandeurs d'emploi et des travailleurs qualifiés sur le marché du travail. Il existe déjà le système EURES (<http://ec.europa.eu/eures/>). Cependant, une plateforme en ligne ne suffit pas. Les 1 417 388 offres d'emploi que l'on trouve actuellement sur EURES devraient être directement portées à l'attention des demandeurs d'emploi. Cela n'est possible, même de nos jours, qu'en étant sur place ou en se rendant directement dans un Pôle Emploi. Les annonces en ligne ne suffisent pas. Il est à craindre en effet que ces offres d'emploi ne parviennent pas là où le besoin existe. Cela pourrait être empêché par le biais d'un Pôle Emploi à l'existence « physique » et non uniquement virtuelle.

Développer l'apprentissage précoce des langues

L'Europe, c'est notre avenir, s'il n'existe plus un taux de chômage des jeunes si élevé en Europe ! Et surtout dans certains pays d'Europe du Sud, particulièrement affectés. Il faut promouvoir un apprentissage des langues précoce, car les compétences linguistiques sont la base de la mobilité et donc la clé pour trouver un emploi

dans un autre pays. Par conséquent, il est très important de renforcer l'apprentissage d'autres langues à l'école, les programmes d'échange (ex : le programme Voltaire de l'OFAJ) et promouvoir plus fortement la mobilité des étudiants incluant des cours de langue (ex : Erasmus). Par ailleurs, il faut renforcer la prise de conscience chez les jeunes étudiants mais également dès l'école primaire (en particulier dans des pays comme la France, l'Angleterre, l'Espagne, etc.) de l'importance de maîtriser plusieurs langues pour leurs carrières futures.

Œuvrer pour la diversité

L'Europe, c'est notre avenir, si les employeurs ne craignent pas de recruter des employés originaires d'autres pays en Europe. Une étude de McKinsey a d'ailleurs démontré que les entreprises dont les membres du comité exécutif sont de multiples origines ont une rentabilité des capitaux propres de 50% supérieure aux autres. Un travail d'information doit être réalisé à ce niveau pour que les employeurs ne perçoivent pas uniquement les risques d'employer des étrangers mais aussi les opportunités.

Des conditions d'insertion justes pour les jeunes diplômés

L'Europe, c'est notre avenir, si partout en Europe ou du moins entre la France et l'Allemagne, des standards pour les postes de stagiaire et de trainee sont établis. Bien souvent, ces postes sont mal, voire dans certains cas pas du tout, rémunérés. Les objectifs d'apprentissage restent, bien souvent, flous. Ici, nous pourrions imaginer que les entreprises et institutions qui offrirait des stages équitables reçoivent une note positive et qu'elles soient honorées et reconnues par le biais d'un « indice des stagiaires ». Dans tous les cas, le tra-

vail est un paramètre très important pour la construction identitaire des jeunes. Le potentiel des jeunes générations doit être mis à profit !

Développer la formation en alternance

L'Europe, c'est notre avenir, si les piliers les plus importants tels l'éducation et la formation sont pris en compte. Plus précisément, il serait utile d'introduire en France un système d'éducation duale, aussi dit de formation en alternance, inspiré du système allemand. Cela peut permettre de remédier à cet actuel constat : de nombreux bacheliers étudient à l'université, mais plus tard, lorsqu'ils sont diplômés, ne trouvent pas d'emploi.

Mieux partager les temps de travail

L'Europe, c'est notre avenir, si nos entreprises font davantage de place aux jeunes. Tandis que les chômeurs ne travaillent pas et que de plus en plus de personnes sont recrutées à temps partiel, les salariés en contrats à durée indéterminée (CDI) travaillent souvent beaucoup plus de 35 heures par semaine. Il faudrait revoir ce partage inégal, au mieux au niveau européen, avec l'instauration d'une « semaine des 4 jours à la carte » ou de congés sabbatiques d'un an tous les 10 ans ou de six mois tous les 5 ans pour les salariés en CDI, tout cela financé par une baisse de cotisations sociales des entreprises. Cela permettrait d'embaucher beaucoup de chômeurs, une priorité pouvant alors être accordée aux jeunes.

Mobilité pour tous

L'Europe, c'est notre avenir, si les programmes de mobilité (ex : Erasmus) s'ouvrent aux apprentis ! Cela leur permettrait d'être plus mobiles et leur ouvrirait de nouveaux horizons dans leur recherche d'emploi.

Informez sur le marché du travail dans les autres États européens

L'Europe, c'est notre avenir, si nous pouvons accéder plus facilement à de l'information sur le marché du travail des pays européens qui nous entourent. L'envie de partir travailler à l'étranger peut être freinée par le manque d'information sur le marché du travail du pays où l'on souhaite s'installer. Il faudrait donc organiser des forums ou des séminaires de présentation des marchés de l'emploi des différents pays européens dans les universités par exemple, où l'on pourrait s'informer sur le pays où l'on souhaite s'expatrier. Ainsi, le pas serait plus facile à franchir et les jeunes diplômés qui ne trouvent pas de travail en France seraient encouragés à tenter leur chance et à réussir professionnellement dans un autre pays d'Europe.

Développer un programme de stage européen pour jeunes diplômés

L'Europe, c'est notre avenir, si l'Union européenne met en place un programme de stage européen pour jeunes diplômés. En France, lorsqu'on suit un cursus universitaire « classique », les chances de cumuler de l'expérience professionnelle sont bien souvent réduites à quelques mois, voire à un an maximum. Cependant, les jeunes suivant des cursus au sein d'écoles de commerce comptent généralement entre 2 et 3 ans d'expérience professionnelle (au niveau national et international) à la fin de leur cursus. Développer un programme de stage européen pour jeunes diplômés permettrait aux jeunes issus de cursus universitaires « classiques » d'augmenter leur chance d'insertion sur le marché du travail européen, en cumulant plus d'expérience professionnelle, mais également plus d'expérience à l'étranger.

Promouvoir les entreprises avec des programmes d'insertion pour les jeunes diplômés

L'Europe, c'est notre avenir, si les entreprises qui développent des programmes d'insertion pour les jeunes diplômés sont promues !

Limiter la durée des stages

L'Europe, c'est notre avenir, si les durées des stages sont encadrées. Il est inadmissible que des stagiaires remplacent des employés à plein temps, et ce en n'étant qu'indemnisés. Cependant, il est difficile de mettre en place une limite, sachant par exemple que, dans de nombreux cursus universitaires, la réalisation d'un stage qui dure un semestre entier est prévue. Par ailleurs, lorsque le stagiaire travaille sur un projet spécifique et si le stage est payé correctement, une période de stage de six mois par exemple peut être tolérée. Un stage ne devrait pas durer généralement plus de 6 mois, puis devrait être prolongé par un programme de *trainee* ou de volontariat dans le cas où l'entreprise souhaiterait garder le stagiaire.

